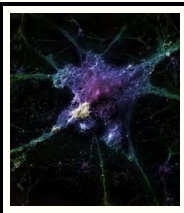


A l'heure où la Suisse va lancer un splendide programme d'étude du cerveau avec le support de l'Union Européenne à qui elle a tant donné, l'organisation « Documentation Diplomatique Suisse » (DODIS), basée à Berne réuni un groupe de chercheurs éminents, provenant de diverses universités suisses, accompagnés par une Commission au sein de laquelle sont représentés les Universités, les Archives fédérales,



le Département fédéral des affaires étrangères et le Fonds national suisse de la recherche scientifique. Son Président actuel est M. Hans-Ulrich Jost, professeur à l'université de Lausanne, son Vice-Président est M Andreas Kellerhals, directeur des Archives fédérales à Berne et son directeur M. Sacha Zala, un chercheur

associé à l'Université de Berne, originaire de Brusio, dans le canton suisse des Grisons, né à Berne. « Documents Diplomatiques Suisses » collationne, collecte, classe, scanne, étudie, publie et met à disposition sur son site internet des documents diplomatiques utiles aux chercheurs et praticiens pour les aider à reconstituer et comprendre l'histoire de la politique étrangère helvétique. Si possible sans trop la tripatouiller dans un sens ou dans l'autre, ce qui est notoirement assez fréquent en matières historiques. Comme ce qui existe en droit ou en travers, en histoire les documents bruts ne sont souvent pas suffisants pour se faire une idée si ce n'est objective, du moins honnête des faits. Il faut pour cela savoir aussi les interpréter, les situer dans leurs contextes historiques du moment, les pondérer et,



en cela, les opinions des uns ou des autres peuvent considérablement concourir à les biaiser au profit de telle ou telle autre thèse, de tels ou tels autres intérêts du moment. Ces jours derniers sont marqués par le Souvenir terrible, tragique, de l'inconcevable cascade d'événements épouvantables qu'on appelle l'Holocauste ou « Shoa », en quelques mots extrêmement résumés – qu'on nous pardonne – les



persécutions socio-économiques, puis les massacres par balles à l'Est et, comble de l'horreur, la destruction systématique de populations juives, mais pas seulement, dans les camps d'extermination par le gaz « cyclon B » ou par le monoxyde de carbone dans des camions spécialement adaptés pour cela par les criminels nazis.

Les principaux lieux de massacres de masse par balles étaient situés sur les arrières du front de l'Est. Tous les principaux camps d'extermination – à ne pas confondre avec les camps dit « de concentration », même s'ils furent épouvantable aussi – étaient situés en Pologne : Sobibor, Belzec, Treblinka, Maedenek et, enfin Birkenau, un camp spécial en forme d'usine de mort située non loin camp de concentration d'Auschwitz. Les bourreaux n'étaient de loin



pas que des policiers et autres Allemands. Certes ces derniers commandaient, mais les criminels qui agissaient sous leurs ordres dans les lieux de massacres, puis les camps d'extermination treus secrets étaient, à l'est, souvent des Lettons, Lituaniens, Ukrainiens, Polonais et autres non-allemands recrutés dans la fange, idéologique ou pas, des territoires occupés – on néglige souvent de le relever. Ceci étant résumé – de nombreux ouvrages ont été publiés sur la question – le « teletex » suisse a publié le 28 janvier, comme une extraordinaire « révélation » que « *la Suisse savait depuis le mois de mai 1942* ». Une évidence non seulement imprécise mais surannée. D'abord, les éminents de la « Documentation Diplomatique Suisse » ont publié, entre 1979 et 1997, pas moins de 15 volumes d'archives, couvrant la période 1848–1945. De nombreux Juifs savaient aussi et jusqu'en Chine. Plus de 50 000 Juifs allemands émigrèrent en Palestine, déjà au cours des années trente en vertu des clauses de l'Accord de Haavara. En 1939, avec l'adoption par le Parlement britannique d'un Livre Blanc, de sévères restrictions à l'immigration juive vers la Palestine furent imposées. Mais, des dizaines de milliers de Juifs allemands autrichiens et polonais émigrèrent alors à Shanghai, en Chine. En décembre 1939, le président du CICR, intervient auprès de la Croix-Rouge allemande pour obtenir que des délégués du CICR puissent visiter les Juifs de Vienne déportés en Pologne. La Suisse accueillit ensuite « officiellement » environ 30 000 Juifs, en réalité beaucoup plus. L'Espagne en accepta bon nombre qu'elle envoya vers le port de Lisbonne au Portugal. « De là, des milliers d'entre eux réussirent à s'embarquer pour les États-Unis en 1940-1941 ». Depuis 1941, la politique nazie d'extermination des Juifs d'Europe était à l'œuvre et tous les intéressés et diplomates le savaient, mais pas forcément les gens ordinaires, même pas Allemands. Nombre de rapports, émanant tant des Services de renseignements américains, britanniques, soviétiques que français et autres, ainsi que des mouvements de



résistance, tentèrent d'attirer l'attention sur ce qui se passait. Churchill lui-même reçut dès 1941 des rapports précis sur les massacres des « Einsatzgruppen » commis derrière les lignes allemandes du front de l'Est. L'immigration juive s'était amplifiée dès les années 30, suite aux persécutions en Europe de l'Est. Un grand nombre de Juifs quittèrent la Pologne suite aux lois discriminatoires et aux dures conditions économiques. L'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne renforça cette immigration. L'Agence Juive conclut un accord avec le Reich, le « Hesper », qui permit aux Juifs de quitter l'Allemagne pour la Palestine en échange de devises. Là et après, *une certaine Suisse*, pas celle des Suisses ordinaires, joua dans le secret de ses coffres un rôle peu reluisant il est vrai, aidée aussi en cela par certains marchands d'art Juifs peu reluisants (Lire: La Croix Tibétaine)

La France pétainisme rejeta même une demande nazie visant à

créer un état Juif à Madagascar et tout le monde connaît le rôle lamentable joué par *certain*s policiers français. En 1941, dans une amnistie générale, les Britanniques libérèrent les chefs de la Haganah clandestine. Les Juifs organisèrent alors une immigration illégale en Palestine, qui eut lieu entre 1939 et 1942, soit avant et après la sinistre Conférence de Wannsee du 20 janvier 1942, lors de laquelle les criminels nazis décidèrent la mise en œuvre de l'Action Reinhard, soit la destruction systématique et quasi « industrielle » de tous les Juifs par les chambres à gaz « Zyklon B », les camions à monoxyde de carbone ou le travail inhumain. Il n'y a donc rien d'étonnant que la Suisse en ait eu connaissance, par des documents diplomatiques, qu'un peu plus de trois mois après cette Conférence – soit en *Mai 1942*. L'holocauste ou « Shoa » a



été une épouvantable, indescriptible, tragédie globale et pas seulement pour le peuple Juif. Rappelons que la seconde guerre mondiale a causé la mort d'environ 25 millions de personnes humaines, en majorité des civils (58%), hommes, femmes et enfants. Près de 9 millions de Russes et 4 millions de Chinois, en majorité aussi des civils hommes, femmes et enfants innocents, ont aussi perdu la vie dans des circonstances abominables, par massacres comme à Nankin ou dans les camps d'expérimentations médicales et de la mort japonais en Asie. Au centre de l'Europe, dans la conjoncture historique du moment, prise dans la tourmente, encerclée de toutes parts par les forces de l'Axe, la Suisse a fait de son mieux et même mieux que certains, pour que la minuscule Helvétie demeure. Elle n'a donc aucune raison de s'auto-flageller plus que d'autres, tout en s'inclinant avec respect devant les souffrances des Autres, de tous les Autres, historiques ou présents, ce qu'elle fait aujourd'hui comme hier, dans sa neutralité active. Nul ne servirait d'en rajouter: Lorsque que certain savants éminents découvriront en Suisse, qui cumule déjà 26 Prix Nobel, pourquoi les rouages du cerneau peuvent transformer un Humain ordinaire en bête, c'est le Monde tout en entier qui s'en félicitera. *Jean-Louis Conne*